

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### ***Appliquer la transparence et la bonne gouvernance avant que la confiance citoyenne soit irrémédiablement rompue***

Depuis le début de la lutte contre la pandémie de COVID19 à Madagascar, nous organisations de la société civile (OSC) regroupées dans le projet Suivi de la Transparence et de l'Effectivité des Fonds alloués à la pandémie COVID19 (STEF COVID19), d'autres OSCs comme le KMF/CNOE, Liberty32, ainsi que les Eglises (le FFKM, la Conférence des Evêques de Madagascar) n'ont eu de cesse de réclamer la transparence sur l'origine et l'utilisation des fonds. Nous avons adressé une lettre aux responsables du CCO le 11 juin 2020, leur demandant la liste des marchés publics ainsi que le cadre légal régissant l'exécution budgétaire applicable en temps de crise COVID19 et avons publié une lettre ouverte de relance le 13 juillet sans qu'aucune réponse n'ait été apportée à ce jour. Depuis l'adoption en conseil du gouvernement du décret n°2020-725 du 02 juillet 2020 portant création fonds de riposte COVID19, nous avons également revendiqué la publication et l'application de ce texte qui devrait répondre aux besoins de transparence et de redevabilité des citoyens.

Au regard des récents évènements, nous OSCs signataires du présent communiqué :

1. Constatons que les citoyens accordent de l'importance à la transparence sur l'utilisation des deniers publics et les remercient pour cela. Si bien que de plus en plus de lanceurs d'alerte (citoyens, OSCs, fonctionnaires) n'hésitent pas à dénoncer le manque de transparence et les éventuels abus dans la gestion des deniers publics. Cela marque une évolution remarquable en termes de vigilance et de responsabilité citoyennes et nous ne pouvons que nous en féliciter pour le bienfait ultime de notre pays.
2. Déplorons la permanence du manque de transparence et de concertation dans la mise en œuvre des réponses et dans la gestion des fonds pour la lutte contre la COVID-19, malgré les différentes interpellations et appels à la participation des parties prenantes. Nous déplorons notamment, l'insuffisance de coordination dans la mise en œuvre du Plan Multisectoriel de l'Urgence (PMDU), un mois après son adoption. A ce jour, le dispositif de mise en œuvre et de gestion fiduciaire, figurant parmi les éléments garantissant la transparence et la participation des acteurs du PMDU, n'a toujours pas été mis en place.
3. Insistons sur la nécessité d'avoir des serviteurs de l'Etat intègres et conscients de leurs responsabilités, quel que soit le poste qu'ils occupent.
4. Dénonçons le manque de moyens alloués à travers la LFR2020 aux organes de contrôle des finances publiques (OCFP) et au système anticorruption ; et encourageons le pouvoir législatif à prioriser dans son budget les allocations nécessaires pour mettre en place les commissions d'enquête nécessaires pour renforcer ses capacités de contrôle.
5. Déplorons le retard de traitement des cas de corruption remis devant la Haute Cour Justice (HCJ). 24 dossiers dont 14 dossiers de corruption soumis par le BIANCO sont en cours de traitement. Ils passeront au vote devant le Parlement lors de la prochaine session ordinaire. Devant la multiplication de cas qui nécessitent la prise de responsabilité de la HCJ, il serait nocif de laisser s'instaurer le sentiment d'une justice à deux vitesses et de la persistance de l'impunité.

En conséquence, nous revendiquons respectueusement et fermement :

1. La mise en application sans délai du décret n°2020-725 portant création du fonds de riposte COVID19, plus précisément la mise en place de la Cellule de Suivi-évaluation, la publication des programmes d'emploi, la publication du rapport d'activités et financières avec en annexe la liste des marchés publics attribués dans les délais prévus par le même décret ;
2. La transparence sur l'utilisation des fonds liés au Covid19 avant l'adoption du décret moyennant une explication officielle du CCO/MID/gouvernement sur l'éventuel conflit d'intérêt relatés par les lanceurs d'alerte à propos de l'achat de matériels informatiques sous financement du PNUD ;
3. Le renforcement de la vigilance des citoyens/lanceurs d'alertes, qui doivent prendre soin de recouper en tout temps les informations partagées sur les réseaux sociaux pour préserver la crédibilité de l'action

citoyenne. Nous encourageons aussi les autorités à mettre en place un système de protection de ces citoyens, qui sont des éléments précieux dans l'instauration de la démocratie et de la bonne gouvernance ;

4. Le renforcement des moyens légaux, matériels, humains et financiers des OCFP et des institutions de lutte contre la corruption (ILCC) et une priorisation des allocations du Parlement pour leur permettre une meilleure efficacité ;
5. La prise de responsabilité des OCFP et des ILCC avec la capacité d'auto-saisine de lancer une investigation afin de rassurer les citoyens et d'élucider les doutes sur les éventuels abus perpétrés par les agents publics : la reddition des enquêtes effectuées est un volet essentiel ;
6. La transparence dans l'utilisation des fonds COVID19 de la part des PTF.

**Que le leitmotiv du Président de la République lancé en Février 2019 « CORRUPTION TOLERANCE ZERO ! » soit traduit en actes concrets et fructueux qui restaureraient la confiance citoyenne!**

Antananarivo, le 30/08/2021

Organisations de la société civile signataires du communiqué :

AIM, AVG, CCOC, CEDII, CODE Menabe, DRV, FIANTSO, FTMF, FVTM, GTZ, Hetsika ROHY, IVORARY, JAI, KMF-CNOE, Liberty 32, MonEPT, MSIS-tatao, Observatoire de la Jeunesse, OIMP, ONG HITSY, ONG Lalana, ONG Ravintsara, ONG SAHA, ONG Tolotsoa, PACA, SAF-FJKM, SIF, TI-MG, YMCA,

